

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MÉNAGES AUX PROGRAMMES
D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS⁴
POUR LA RÉGION DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE
DÉCEMBRE 2011**

GASPÉSIE-ÎLES- DE-LA- MADELEINE	Nombre moyen de ménages	Variation annuelle	Taux de variation annuelle
1989	8 761		
1990	8 741	-20	-0,2 %
1991	8 421	-320	-3,7 %
1992	8 967	545	6,5 %
1993	9 337	375	4,1 %
1994	9 292	-49	-0,5 %
1995 ¹	9 648	356	3,8 %
1996 ¹	9 718	138	0,7 %
1997 ¹	9 541	-135	-1,8 %
1998	8 760	-781	-8,2 %
1999	8 005	-755	-8,6 %
2000	7 589	-416	-5,2 %
2001	7 121	-468	-6,2 %
2002	6 817	-305	-4,3 %
2003	6 587	-230	-3,4 %
2004 ³	6 309	-278	-4,2 %
2005 ³	6 044	-265	-4,2 %
2006 ³	6 069	26	0,4 %
2007 ³	5 875	-194	-3,2 %
2008 ³	5 616	-259	-4,4 %
2009 ³	5 445	-171	-3,0 %
2010 ³	5 328	-117	-2,2 %
2011 ^{2,3}	5 162	-166	-3,1 %
Entre 1989 et 1994		531	6,1 %
Entre 1994 et 2011 ²		-4 130	-44,4 %
		2009³	
1 ^{er} trimestre	5 524	-210	-3,7 %
2 ^e trimestre	5 484	-225	-3,9 %
3 ^e trimestre	5 367	-170	-3,1 %
4 ^e trimestre	5 407	-79	-1,4 %
Moyenne des trois derniers mois	5 407	-79	-1,4 %
Janvier au mois de référence	5 445	-171	-3,0 %
		2010³	
1 ^{er} trimestre	5 465	-58	-1,1 %
2 ^e trimestre	5 371	-113	-2,1 %
3 ^e trimestre	5 243	-123	-2,3 %
4 ^e trimestre	5 233	-174	-3,2 %
Moyenne des trois derniers mois	5 233	-174	-3,2 %
Janvier au mois de référence	5 328	-117	-2,2 %
		2011^{2,3}	
1 ^{er} trimestre	5 258	-208	-3,8 %
2 ^e trimestre	5 209	-161	-3,0 %
3 ^e trimestre	5 095	-148	-2,8 %
4 ^e trimestre ²	5 087	-146	-2,8 %
Moyenne des trois derniers mois ²	5 087	-146	-2,8 %
Janvier au mois de référence ²	5 162	-166	-3,1 %

1. Pour les années 1995 à 1997 et entre 1994 et 1999, la variation annuelle du nombre de ménages est ajustée pour tenir compte des changements survenus lors de la réfonte informatique.

2. Données estimées.

3. À compter de mars 2004, en raison de changements récents dans les modes de gestion des dossiers relatifs à la clientèle sous curatelle publique, ces derniers sont dorénavant regroupés dans la région "Central" (avec les prestataires hébergés).

4. Depuis le mois de janvier 2007, les programmes d'aide financière de dernier recours (Programme d'aide sociale et Programme de solidarité sociale) ont remplacé le programme d'assistance-emploi. Toutefois, cela n'affecte en rien le dénombrement du nombre global de ménages prestataires.